

Budget : faire bonne chère avec moins d'argent

Conseil communautaire En un an, la Casa devra "absorber" 2,8 millions d'euros de recettes en moins ou de charges en plus. Sans renoncer « à investir, à innover et à créer »

Les débats d'orientations budgétaires, au sein de la Casa, ont ceci de particulier qu'ils ne donnent jamais lieu au moindre... débat. La tradition a été respectée avant-hier soir : de la gauche à l'extrême-droite, aucun élu n'a risqué la moindre remarque. Cet exercice imposé (1) – qui, dans d'autres conseils, peut s'étaler sur plusieurs heures – a donc été bouclé en moins de 50 minutes avec un vote à l'unanimité.

« Nous allons fixer le sens de notre action pour l'année en cours, mais aussi nous attachar à placer ces actions dans une perspective d'un peu plus long terme, prévient Jean Leonetti. C'est d'autant plus nécessaire que l'environnement extérieur est, au mieux, incertain... En vérité, il est inquiétant ! »

Le président de la communauté d'agglomération évoque la croissance mondiale « qui s'érode », les voyants « qui ne sont toujours pas au vert au niveau national ».

Puis il entre dans le vif du sujet : « La seule certitude dans ce contexte, malheureusement, c'est la poursuite, et même l'accélération, du désengagement de l'État dans son soutien aux collectivités. »

« Il n'y a plus de grand projet communautaire »

« Pour la seule année 2016, notre dotation va baisser de 1,8 million deuros par rapport à l'an dernier, soupire l'élu. Et nous serons privés de 1 million d'euros supplémentaires au titre des différents versements à l'État. En seulement un an, ce sont donc 2,8 millions de recettes en moins ou de charges en plus que nous devrions supporter ! » Il marque un temps, observe gravement l'assemblée puis enonce



Parmi les « piliers » du projet de budget 2016, le président de la Casa a confirmé « le maintien [des] taux de fiscalité qui ne subiront aucune augmentation ».

le clou : « A l'horizon 2018, tous jours par rapport à 2015, ce delta sera de 7 millions. Si l'on cumule les pertes 2016, 2017 et 2018, la charge totale atteint 16 millions. C'est considérable ! Pour autant, nous ne renonçons pas à investir, à innover, à créer. Mais nous devons assurer le fait que, hormis Madoura à Valauris, il n'y aura plus de grand projet communautaire. »

Pour Jean Leonetti, le budget 2016 devra s'articuler autour de qua-

tre piliers. « Primo, le maintien de nos taux de fiscalité qui ne subiront aucune augmentation et demeureront parmi les plus bas au niveau régional. Secondo, la poursuite et le renforcement de nos efforts de solidarité envers les communes membres de la Casa. Terzo, la maîtrise de nos charges de fonctionnement. Quarto, la poursuite d'une politique d'investissement centrée sur nos priorités – à savoir le Plan de prévention des risques

d'inondation et le chantier du bus-tun entre Antibes et Sophia. »

Après avoir cédé la parole à ses vice-présidents, qui ont détaillé ces grandes orientations (lire ci-dessous), le président de la Casa est revenu sur ce que Lionnel Luca, maire de Villeneuve-Loubet, a qualifié de « racket » (2) : « Au risque de déplaire à certains, je dirai que ce ne sont pas les baisses de dotations de l'État qui sont anormales, mais leur rapidité. D'autres com-

munes, moins solides que les nôtres, vont être fragilisées. Malgré cela, nous n'abdiquerons pas notre volonté de rendre un service public de qualité et de préparer le territoire de demain. »

LIONEL PAOLI

lpaoli@antematin.fr

1. La tenue d'un débat d'orientation budgétaire (Ob) dans les deux mois précédant le vote du budget est obligatoire, sauf pour les communes de moins de 3 500 habitants.

2. Détails dans l'édition d'Antibes d'hier.

Objectifs et compétences : les 5 points-clés

1 Prévention des risques

Guilaine Debras résume son propos en une phrase : « On ne va pas attendre le Papi 3 pour faire tout ce qui doit être fait ! » Pour le maire de Biot, il convient de « compléter le Plan de prévention des risques inondation actuel (Papi 2) » en tirant les leçons des intentions du 3 octobre. La Casa s'engage à soutenir financièrement, à hauteur de 20 % minimum, les communes qui vont engager des travaux. « Il faut installer de nouveaux repères de crues, réaliser des diagnostics de risques et des plans d'actions pour les installations recevant du public, assure l'élu. Et développer des actions publiques autour de la culture du risque. »

2 Développement économique

« L'essentiel de nos ressources est lié à ce

poste, rappelle Marc Daunis. Tout comme, bien sûr, la question de l'emploi. » La Casa souhaite notamment accompagner la modernisation des grandes enseignes commerciales « dans un contexte de concurrence renforcée » [N.D.L.R. : avec l'ouverture de Polygone Riviera à Cagnes-sur-Mer]. Des actions vont être entreprises auprès de la Région pour décrocher de nouvelles subventions. « Nous devons faire du marketing territorial, martèle le premier magistrat de Valbonne, mieux vendre notre territoire et nos compétences pour encourager la création d'emplois non-délocalisables. »

3 Politique de l'habitat

La Casa garde le double cap fixé en 2012 : poursuivre le développement de l'offre locative sociale en construisant 600 logements par an et « remettre à niveau » le

parc existant. « Nous allons lancer une étude spécifique sur les produits logements destinés aux seniors, précise Marguerite Biazzy. Un desmandeur sur quatre a plus de 60 ans. Nous devons adapter notre offre à ce paramètre. » L'accession sociale à la propriété reste en couragée. En 2015, 338 familles ont pu acheter leur appartement à un tarif « plus bas que celui du marché. La moitié d'entre elles était hébergée, auparavant, dans un logement social locatif.

4 Transports urbains

« Il n'y aura pas d'augmentation du ticket à 1 €. Et la carte d'abonnement annuelle restera, au tarif réduit, à 100 €. » Thierry Occelli sourit : « Cela passera par une maîtrise des dépenses d'exploitation, dans les trois ans à venir et l'augmentation des recettes liées à la billetterie Envoibus. » Le maire d'Opio an-

nonce une « réflexion autour d'un réseau de navettes internes au parc de Sophia ». Il souligne le succès de la navette L'Yvineige qui, jusqu'au 28 février, assure la liaison vers la station de Gréolières pour 5€ aller-retour. « Il y a 20 à 30 usagers par rotation, précise-t-il en souriant, alors même... que c'est une année sans neige ! »

5 Agriculture

Gérald Lombardo défend un projet de développement d'une exploitation et d'une couveuse en agriculture biologique. « Il s'agit de produire sur place pour assurer, notamment, l'approvisionnement de nos écoles », détaille le maire du Rouret. Un terrain de 20 ha, « dont 10 ha cultivables immédiatement », va être utilisé à cet effet à Château-neuf-de-Grasse.

L. P.